

Interview du ministre de l'intégration

Depuis le début de votre opération « intégrer la richesse du monde », des milliers de réfugiés sont arrivés en France. Pouvez-vous nous dire en quoi consiste cette opération ?

L'opération « intégrer la richesse du monde » est une action en deux parties. La première, celle qui est la plus visible pour nos concitoyens, est l'accueil de milliers de réfugiés venant de Syrie et de Libye. Il s'agit de d'organiser tout un parcours d'intégration : du recensement, de l'acheminement, de la formation et de l'accueil. Ce vaste plan, pour réussir, implique l'engagement de toutes institutions, collectivités et citoyens. Nous avons obtenu de l'Europe qu'elle finance une partie de l'accueil des réfugiés.

Le deuxième volet beaucoup plus discret, consiste à aider les pays d'immigration, il s'agit de stabiliser ces pays, de lutter contre la corruption et de permettre leur développement économique. Cela passe par le déblocage de fonds important pour le développement des économies locales, avec une banque de prêt pour les citoyens. Mais aussi un vaste plan de lutte contre la corruption et de stabilisation du pays. L'objectif est de faire démarrer l'économie dans ces pays, seul moyen de limiter l'immigration.

Cette opération va coûter plusieurs milliards d'euro, ne pensez-vous pas que l'argent aurait pu être mieux dépensé ailleurs ?

Les critiques sur cette opération sont nombreuses, tant du parti socialiste, enfin ce qu'il en reste, que des républicains. Effectivement cette opération coûte chère, mais c'est un investissement pour l'avenir. Dans les populations que nous accueillons, il y a peut-être un enfant qui sera le futur Nicolas Sarkozy ou Manuel Valls. Avouez que pour ces partis, se serait dommage de se priver de telles possibilités. Plus sérieusement, cette politique d'intégration est la seule possible face au flux migratoires. Aucune barrière, aucun mirador, aucun mur n'empêchera des populations désespérées à franchir des déserts, des océans pour chercher un avenir et de l'espoir. Il faut se rendre à l'évidence, nous allons devoir accueillir de plus en plus de réfugiés. Alors autant être prêts, et faire en sorte que ces hommes et ces femmes soient la future richesse de notre pays. Je rappelle que nous avons déjà accueilli en masse des réfugiés, comme en 1962 ou nous avons accueillis 1 million de pieds noirs, et prêt de 200 000 boat people dans le milieu des années 70. Ces populations se sont bien intégrées, tout comme les vagues d'immigrants espagnols, portugais, polonais. La France est un pays de métissage.

Comment se passe concrètement le parcours pour ces réfugiés ?

Nous avons installé des camps avec l'aide des autorités libanaises, libyennes et turques. Dans ces camps, nous répertorions les candidats à l'intégration. Nous listons les compétences acquises, la structure familiale, les pays dans lesquels ils veulent immigrer, les métiers qu'ils veulent exercer et les formations nécessaires. Nous les rapprochons des communes et des métiers en tension en France. Ensuite, nous préparons le transport de ces familles vers la France. Arrivés sur notre territoire, ils sont ensuite orientés vers les zones d'accueil. Les communes sont en charge de les intégrer. Pour faciliter cette intégration, nous finançons les cours de langue et de culture françaises. Nous mettons en place des formations. Des logements sont mis à disposition par les communes.

Un dernier sondage montre que 75% des français sont inquiets de cette politique.

L'histoire nous montre que nous sommes un grand peuple, issu de nombreux métissage. Cette intégration est notre vitalité, notre identité. L'intégration de population venue du monde entier, a permis la naissance de nombreuses personnalités qui ont porté haut les valeurs de la république. Ne nous privons pas de telles opportunités pour l'avenir de notre pays.